de l'acheter et de l'anéantir pour préserver leurs intérêts. Quel moyen de rechange le député propose-t-il pour protéger l'industrie du textile?

M. Fennell: Monsieur le Président, je n'ai pas dit que nous éliminerions complètement l'AEIE. Elle a un rôle à jouer, mais, à l'heure actuelle, elle ne fait que gaspiller de l'argent sans se montrer utile. A quoi bon la garder? Peut-être n'est-elle pas indispensable? Le MEIR pourrait s'occuper des main-mises importantes et veiller à garantir un certain degré de canadienisation de l'économie.

Si nous perdons des entreprises au Canada, c'est en partie parce que nous ne disposons pas de capitaux suffisants pour les acheter. Le gouvernement entendait présenter le projet de loi S-31 visant à restreindre les activités de la Caisse de dépôt et de placement qui est déjà le principal actionnaire des compagnies textiles au Canada, de telle sorte que l'industrie demeure ainsi canadienne.

Il faut aussi permettre au secteur privé d'investir les fonds de ses régimes de pension de façon à contribuer à la reprise économique. Ces fonds comptent 80 milliards de dollars qui, investis dans l'industrie canadienne, pourraient créer des millions d'emplois.

M. Miller: Je voudrais demander au député pourquoi ces fonds ne sont pas investis dans le secteur privé. Aucune mesure n'interdit de tels placements au Canada. Le monde des affaires soutient qu'il fait un bien meilleur usage de ses régimes de pension que le secteur public qui convertit simplement ses fonds en obligations non négociables. Le député ne sait-il donc pas que la majeure partie des fonds de pension du secteur privé sont investis dans ce secteur de l'industrie canadienne? Comment pourrait-on placer une plus grande partie de cet argent dans le secteur privé que maintenant?

M. Fennell: Il ne reste plus d'argent dans les caisses de pension publiques; tout a été dépensé. Nous dépendrons de nos enfants pour nos pensions. L'argent s'est envolé; le régime n'a pas les fonds nécessaires. D'ici 2001, il ne restera plus d'argent pour les personnes qui veulent prendre leur retraite.

Pour gonfler les caisses de pension, il faut la clause omnibus exigeant que les placements qui n'ont pas rapporté de dividende depuis cinq ou sept ans et qui peuvent être classés dans la catégorie A-1 ne représentent pas plus de 7 p. 100 du total. Toutes les entreprises technologiques de pointe comme Mitel tombent sous le coup de cette clause omnibus. La situation évolue, des secteurs nouveaux, des entreprises nouvelles et des nouveautés voient le jour et il faut songer à cette clause et offrir plus de possibilités d'investissements aux caisses privées. Le montant est insuffisant pour le moment.

Aux États-Unis, on a rajusté les caisses de pension et la façon dont l'argent qu'elles contiennent peut être investi. Sur une période d'environ quatre ans, les placements en actions de sociétés ont triplé. L'argent est là et il faut être en mesure de le capter; aucune entreprise nouvelle ne peut le capter pour le moment.

M. Miller: Monsieur le Président, je ne peux pas laisser passer ainsi la réflexion du député; il prétend que les caisses de pension publiques sont en faillite alors que le Régime de pensions du Canada contient 22 milliards de dollars. Durant les prochaines années, le montant des cotisations augmentera, ce qui fera certainement grossir la caisse. L'argent des régimes privés est placé dans l'industrie. S'il n'est pas bien placé, ce

n'est pas à cause des règlements, mais parce que l'industrie doit financer la recherche et le développement, car c'est important. Le régime de pensions des employés municipaux de l'Ontario contient 7 milliards qui sont investis intégralement dans le secteur public. Cet argent n'est peut-être pas placé dans des obligations négociables, contrairement à l'argent des régimes privés, mais les gouvernements fédéral et provinciaux ainsi que les administrations municipales s'en servent.

M. le vice-président: La Chambre consent-elle à l'unanimité à prolonger la période des questions et réponses pour permettre au député d'Ontario de répondre?

Des voix: D'accord.

M. Fennell: Monsieur le Président, je crois que nous nous embarquons dans un autre débat. Un groupe a passé à peu près huit mois à étudier les problèmes des régimes de pension canadiens et à s'attaquer aux problèmes des bénéficiaires. C'est un problème d'envergure. Je ne veux pas me lancer dans un débat, mais le député a dit que les caisses de pension publiques contiennent 22 milliards; proportionnellement, il en reste beaucoup plus dans la Caisse de Dépôt de la Populaire, qui est une caisse publique. L'argent a été investi par des gens du secteur privé. Le problème, c'est que cela ne rapporte rien d'investir dans le gouvernement. Je ne voudrais pas aborder le sujet des caisses de pension en général. Il a été étudié à fond et le député de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald) y a consacré de nombreux mois. Un rapport terminé sera présenté à la Chambre et nous devrions en discuter à ce moment-là.

● (1250)

M. Bill Clarke (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, avant de parler du discours du trône lui-même, je tiens à féliciter moi aussi les motionnaires de l'Adresse en réponse au discours du trône. C'est un plaisir de pouvoir prendre la parole si tôt après le début de la deuxième session de la 32^e législature pour étudier ce que le gouvernement propose comme programme législatif pour l'année qui commence. En écoutant Son Excellence lire le discours du trône, j'ai été surpris de constater qu'il traitait vraiment de toutes sortes de sujets, aussi bien du divorce que de la conduite en état d'ivresse, en passant par les soins médicaux, le logement, les garderies, les pensions, les petites entreprises et le commerce international. On peut également y ajouter les institutions charitables, la radiotélédiffusion, le Service de sécurité et la planification des mesures d'urgence.

Cela ne nous fait-il pas penser, monsieur le Président, à 1984 d'Orwell. Certes, 1984, c'est l'année prochaine; mais si l'on se fie aux propositions du gouvernement, il nous suffira désormais de nous lever le matin et nous n'aurons ensuite à nous occuper de rien, si le gouvernement tient à faire approuver ses propositions et s'il en a le temps.

Aujourd'hui, monsieur le Président, je veux parler de la question du logement, telle qu'elle est abordée dans le discours du trône et telle que le gouvernement s'en est occupé depuis dix ans. A ce sujet, voici ce qu'on peut lire dans le discours du trône:

Le gouvernement comprend l'inquiétude qu'inspire aux propriétaires et aux futurs acheteurs de maisons l'évolution incertaine des taux hypothécaires. Des mesures législatives et autres seront proposées pour rétablir la confiance dans le marché du logement, en garantissant une plus grande protection aux propriétaires de maison et en offrant un plus grand choix d'instruments de financement hypothécaire. Ces mesures devraient accroître la sécurité des propriétaires,